



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. générale
27 juin 2012
Français
Original: anglais

Rapport de la réunion du Groupe de travail sur le trafic illicite de migrants, tenue à Vienne du 30 mai au 1^{er} juin 2012

I. Introduction

1. Dans sa résolution 5/3, intitulée “Application du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée”, la Conférence des Parties à ladite Convention se félicitait de l’issue des consultations d’experts gouvernementaux tenues durant sa cinquième session et décidait de créer, conformément au paragraphe 3 de l’article 32 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et au paragraphe 2 de l’article 2 de son Règlement intérieur, un groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée qui serait présidé par un membre de son Bureau et chargé de la conseiller et de l’aider à s’acquitter de son mandat en ce qui concerne le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

2. La Conférence a décidé également que le groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée sur le trafic illicite de migrants, devrait tenir des consultations sur, entre autres, les expériences et pratiques en rapport avec l’application du Protocole relatif aux migrants.

II. Recommandations

3. À sa réunion tenue du 30 mai au 1^{er} juin, le Groupe de travail a adopté les recommandations présentées ci-après.

A. Incrimination, enquêtes et poursuites

4. Les États qui ne l’ont pas encore fait devraient être encouragés à envisager de ratifier le Protocole relatif aux migrants.



5. Les États parties devraient continuer de revoir et, le cas échéant, de renforcer leur législation pertinente, notamment leur législation pénale, et ériger en infractions pénales les actes visés par le Protocole relatif aux migrants et la Convention contre la criminalité organisée, notamment en prévoyant des sanctions appropriées reflétant la nature et la gravité des infractions commises.
6. Bien que le trafic illicite des migrants et la traite des personnes présentent, dans certains cas, des caractéristiques communes, les États parties devraient y voir des infractions distinctes qui appellent des mesures juridiques, opérationnelles et de politique générale différentes.
7. Les États parties devraient redoubler d'efforts aux niveaux national et international en matière de coopération afin de fournir une formation spécialisée aux agents des services judiciaires et des services de détection, notamment une formation aux personnes chargées de la collecte des éléments de preuve au point d'interception des migrants objet d'un trafic.
8. Les États parties devraient inviter des partenaires appropriés, notamment l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), à continuer d'apporter une assistance technique pour renforcer les capacités des États parties à incriminer le trafic illicite de migrants, à mener des enquêtes et à engager des poursuites, par exemple en aidant les États parties à transposer les dispositions du Protocole relatif aux migrants dans leur droit national.
9. Les États parties devraient recueillir et échanger des informations pertinentes, notamment en exploitant les bases de données régionales et internationales comme celles de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), en vue de renforcer l'efficacité des mesures visant à incriminer le trafic illicite de migrants, à mener des enquêtes et à engager des poursuites. Ces informations pourraient comporter, entre autres, des données sur les groupes criminels organisés impliqués dans le trafic illicite de migrants.
10. Les États voudront peut-être prier l'ONUDC de recueillir des informations et d'élaborer un rapport mondial complet sur le trafic illicite de migrants, en étroite collaboration avec les États parties, pour compléter les informations communiquées sur ce thème par des organisations internationales, telles que l'Organisation internationale pour les migrations. Ce rapport mondial devrait comporter tous les types d'informations énumérés à l'article 10 du Protocole relatif aux migrants, notamment concernant les itinéraires transrégionaux et les nouveaux itinéraires et moyens de transport. Il devrait également exposer les difficultés rencontrées par les États parties pour combattre le trafic illicite de migrants, les bonnes pratiques et les enseignements tirés, les données d'expérience d'ordre législatif et le recours à des mesures administratives visant à prévenir et combattre ce phénomène. Le Groupe de travail prie l'ONUDC d'évaluer les incidences budgétaires de l'établissement d'un tel rapport.
11. Les États parties voudront peut-être demander à l'ONUDC de fournir une assistance technique en vue d'examiner les liens qui pourraient exister entre le trafic illicite de migrants et la corruption, le blanchiment d'argent et d'autres formes de criminalité organisée.
12. Les États parties voudront peut-être envisager de prendre en compte le trafic illicite de migrants dans les programmes locaux de protection des témoins afin

d'encourager la coopération des témoins, d'obtenir leurs dépositions et de faciliter les enquêtes, les poursuites et les condamnations à l'encontre des auteurs de cette infraction.

13. Les États parties voudront peut-être envisager d'inclure dans leurs politiques et leurs pratiques, des mécanismes qui permettraient aux migrants objet d'un trafic d'apporter leur assistance lors des enquêtes et poursuites pénales de trafiquants, notamment en leur accordant des permis de résidence temporaire dans les pays de transit ou de destination, ou en leur permettant de faire des dépositions à partir de leur pays d'origine notamment, le cas échéant, en recourant à la vidéoconférence, ou en permettant au témoin de revenir légalement dans un pays de transit ou de destination pour témoigner.

14. Les États parties voudront peut-être envisager de faire mieux connaître les sanctions encourues pour l'infraction de trafic illicite de migrants, notamment lorsqu'elle est commise dans des circonstances aggravantes, pour que ces sanctions aient un effet dissuasif plus important.

15. Lorsqu'ils confèrent au trafic illicite de migrants le caractère d'infraction pénale, les États parties voudront peut-être envisager d'établir comme circonstances aggravantes celles énumérées au paragraphe 1 de l'article 6 du Protocole relatif aux migrants, outre les circonstances aggravantes énumérées au paragraphe 3 de l'article 6, pour faciliter l'application efficace des dispositions du Protocole.

16. Lorsqu'ils enquêtent et engagent des poursuites concernant le trafic illicite de migrants, les États parties devraient, le cas échéant, faire en sorte que les enquêtes financières aient lieu parallèlement, en vue de localiser, geler et confisquer le produit obtenu à la suite de cette infraction.

17. Lorsqu'ils s'emploient à détecter les cas de trafic de migrants et enquêtent à ce sujet, notamment lorsqu'ils recourent à des techniques d'enquête spéciales, les États parties devraient tenir compte de la sécurité des personnes concernées et de leurs droits.

18. Les États parties pourraient envisager de renforcer la sécurité des documents d'identité et de voyage, notamment en suivant le plan de l'Organisation de l'aviation civile internationale sur le remplacement de tous les documents lisibles manuellement par des documents biométriques et en renforçant les moyens de vérification. Ils voudront peut-être envisager de conférer le caractère d'infraction pénale à l'utilisation abusive de l'identité en vue d'obtenir des documents d'identité à des fins de trafic de migrants.

19. Les États parties voudront peut-être envisager de mettre en place des mécanismes de coordination et/ou d'améliorer les mécanismes existants entre les organismes compétents au niveau national afin d'harmoniser les priorités et de renforcer l'action concertée contre le trafic illicite de migrants.

20. Les États parties pourraient examiner les moyens de renforcer la coopération à tous les niveaux pour prévenir et combattre les infractions visées par le Protocole relatif aux migrants commises grâce à l'utilisation de nouvelles technologies, en particulier Internet; cette coopération pourrait porter sur l'amélioration de l'échange d'informations et de bonnes pratiques en matière d'incrimination, d'enquêtes et de poursuites

B. Protection et assistance

21. Les États parties devraient respecter les droits fondamentaux des migrants objet d'un trafic, quels que soient leur statut au regard de l'immigration, leur nationalité, sexe, appartenance ethnique, âge ou religion.

22. Les États parties voudront peut-être demander aux États d'échanger leurs vues et de mettre en commun les informations et bonnes pratiques sur les mesures prises pour protéger les droits fondamentaux des migrants objet d'un trafic.

23. Les États parties devraient adopter des mesures appropriées, y compris, s'il y a lieu, des mesures législatives, pour protéger les migrants objet d'un trafic de la violence, de la discrimination, de la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que de toute violation de leurs droits, et fournir aux migrants objet d'un trafic qui ont été victimes d'autres infractions un accès effectif à la justice et une assistance juridique lorsque la législation nationale le prévoit.

24. Les États parties voudront peut-être envisager de créer des lignes directes pour permettre aux migrants objet d'un trafic de détecter les violations de leurs droits et de les signaler aux services appropriés pour qu'ils assurent leur protection.

25. Les États parties voudront peut-être envisager de faire intervenir leurs représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger pour renforcer la protection des migrants objet d'un trafic et leur prêter assistance. En cas de détention, les États parties devraient accorder une attention particulière aux obligations qui leur incombent en vertu de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, comme indiqué au paragraphe 5 de l'article 16 du Protocole relatif aux migrants.

26. Les États parties sont encouragés à améliorer leur coopération dans toute la mesure possible en vue de prévenir et de réprimer le trafic illicite de migrants par mer, conformément au droit international de la mer.

27. Compte tenu du chapitre II du Protocole, les États parties devraient accorder une attention particulière à la vie et à la sécurité des migrants objet d'un trafic par mer, et accorder la priorité à la protection de leur vie et de leur sécurité en cas de détection d'un navire utilisé à de pareilles fins.

28. Les États parties devraient répondre aux besoins particuliers des catégories vulnérables de migrants objet d'un trafic, notamment les femmes enceintes, les femmes et les enfants et les mineurs non accompagnés.

29. Les États parties devraient tenir compte du cadre international de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile.

30. Les États parties voudront peut-être envisager d'impliquer la société civile dans la lutte contre le trafic illicite de migrants, en particulier en offrant des mesures de protection et d'assistance et en ouvrant des voies de communication entre, d'une part, les autorités chargées de détecter le trafic illicite de migrants et de mener des enquêtes et des poursuites à cet égard, et, d'autre part, les prestataires de services qui pourraient aider à apporter une assistance aux migrants objet d'un trafic.

31. Les États parties devraient donner aux migrants des informations sur leurs droits découlant du droit interne, notamment sur leur droit de faire appel, et, s'il y a lieu, sur les possibilités qui s'offrent à eux en matière de retour volontaire.

C. Prévention

32. Les États parties devraient adopter une approche globale visant à prévenir le trafic illicite de migrants, comportant notamment des mesures efficaces de contrôle aux frontières, de renforcement de l'intégrité et du contrôle des documents, de renforcement des capacités, de sensibilisation, ainsi que des mesures portant sur les causes profondes du phénomène.

33. Pour ce qui est du renforcement de l'intégrité des documents, les États parties devraient rester conscients du fait que les réseaux criminels impliqués dans le trafic de migrants contournent ces mesures en introduisant des demandes frauduleuses de passeport et de visa; des mesures devraient par conséquent être mises en place pour examiner minutieusement ces demandes et détecter les cas où des documents ne sont pas délivrés par des services compétents.

34. Les États parties devraient, selon que de besoin, renforcer la sécurité de leurs documents d'identité et de voyage ainsi que des moyens dont ils disposent pour détecter les documents frauduleux. À cet effet, ils voudront peut-être envisager de demander une assistance technique à d'autres États parties ou à des organisations régionales ou internationales.

35. Les États parties devraient organiser des campagnes d'information, qui pourraient faire intervenir les médias et les réseaux sociaux sur Internet, afin de faire prendre davantage conscience des effets préjudiciables du trafic illicite de migrants et de mettre en garde les personnes vulnérables susceptibles d'en faire l'objet, particulièrement les jeunes et leurs familles, et leur faire prendre conscience des risques qu'ils encourent.

36. Les États parties voudront peut-être envisager de sensibiliser davantage les entreprises de transport, en particulier les compagnies aériennes, aux risques liés à la falsification de documents. Ils voudront peut-être aussi prévoir des sanctions pour les entreprises qui ne respectent pas leur obligation de garantir l'authenticité et la validité des documents des passagers franchissant des frontières internationales. Les États parties voudront peut-être également envisager de mettre en place des mécanismes permettant d'obtenir dans les meilleurs délais des informations sur les passagers auprès de ces entreprises.

37. Les États parties devraient envisager d'exercer une surveillance accrue lorsqu'ils délivrent des visas, et de faire respecter les termes de leurs visas pour empêcher que leurs territoires ne soient utilisés comme point de transit par les personnes impliquées dans le trafic illicite de migrants.

38. Les États parties devraient prendre en compte l'importance que revêt la coopération bilatérale et multilatérale, notamment au niveau régional et avec les pays voisins, pour ce qui est de renforcer les contrôles aux frontières, de mener des enquêtes conjointes, d'échanger de manière informelle des renseignements et des informations opérationnelles, et d'élaborer des programmes de formation pour sensibiliser les acteurs concernés.

39. Les États parties sont encouragés à exploiter les bases de données opérationnelles existantes comme celles d'INTERPOL pour échanger des informations, notamment sur les délinquants et les personnes soupçonnées d'avoir

commis l'une des infractions visées à l'article 6 du Protocole, ainsi que sur les documents égarés ou volés.

40. Les États sont encouragés à envisager de créer des centres de collecte et d'analyse de données qui permettraient de développer des connaissances reposant sur des données factuelles et d'élaborer des mesures pour prévenir et réprimer le trafic illicite de migrants.

41. Les États parties voudront peut-être renforcer leurs activités de prévention en déployant des agents de liaison et en participant à des équipes d'enquêtes conjointes. Au niveau national, la création d'équipes intégrées de la police des frontières et la mise en place de mécanismes de coordination faisant intervenir tous les organismes chargés de prévenir et de lutter contre le trafic illicite de migrants pourraient contribuer à prévenir ce phénomène.

42. Pour compléter ces efforts, les organisations internationales pourraient être priées de recourir aux instances interinstitutions existantes concernées par ces questions, comme le Groupe mondial sur la migration.

D. Coopération internationale

43. Les États devraient utiliser, autant que possible, des formes de coopération et de coordination formelles et informelles pour lutter contre le trafic illicite de migrants aux niveaux international, régional et national.

44. Les États parties devraient utiliser la Convention contre la criminalité organisée comme base juridique de la coopération internationale, en particulier sous forme d'entraide judiciaire et d'extradition, pour lutter contre le trafic illicite de migrants.

45. Les États sont encouragés à répondre dans un délai raisonnable aux demandes de coopération internationale dans les affaires de trafic illicite de migrants.

46. Les États devraient mener des activités conjointes de renforcement des capacités et mettre en commun les connaissances spécialisées, en particulier dans les domaines du traitement des renseignements, autres informations et informations sensibles, afin de prévenir et détecter le trafic illicite de migrants et d'élaborer des réponses.

47. Reconnaissant que la confiance mutuelle est une condition préalable essentielle pour une coopération internationale efficace, les États voudront peut-être mettre en place des mesures de confiance et établir des réseaux opérationnels ou des procédures d'enquête aux niveaux national, régional et international, ou les renforcer.

48. Les États voudront peut-être élaborer des procédures opératoires normalisées et des réseaux d'échange de renseignements et d'autres informations, notamment en ce qui concerne les éventuelles menaces, régulièrement, rapidement et dans de bonnes conditions de sécurité.

49. Les États voudront peut-être encourager les enquêtes conjointes, comme moyen efficace d'échange de renseignements et d'autres informations.

50. Conformément à l'article 8 du Protocole relatif aux migrants, les États parties devraient informer le Secrétaire général de la désignation d'une autorité chargée de recevoir les demandes d'assistance pour lutter contre le trafic illicite de migrants par mer et d'y répondre. Les États voudront peut-être informer l'ONUDC de telles désignations et consigner ces informations dans le répertoire des autorités nationales compétentes.

51. Les États voudront peut-être établir des lignes de communication directes ouvertes, précisant notamment les coordonnées des personnes et organismes compétents, afin de faciliter la coopération informelle et formelle pour lutter contre le trafic illicite de migrants.

52. Les États voudront peut-être envisager de mettre en place, entre les pays d'origine, de transit et de destination, des programmes en vue du retour des migrants objet d'un trafic illicite. Ils voudront peut-être demander l'assistance des organisations internationales intergouvernementales et de la société civile, selon qu'il conviendra.

53. Les États devraient envisager le rapatriement des migrants objet d'un trafic illicite directement vers leur terre d'origine, en respectant pleinement leurs droits.

54. Les États parties voudront peut-être inviter l'ONUDC à faciliter et dispenser une assistance technique et continuer de mettre au point et de diffuser des outils d'assistance technique en vue de combattre le trafic illicite de migrants.

E. Domaines d'activité proposés pour l'avenir

55. Le Groupe de travail devrait continuer de conseiller et d'aider la Conférence à s'acquitter de son mandat en ce qui concerne le Protocole relatif aux migrants, en vue d'améliorer la coopération internationale dans ce domaine.

56. Le Groupe de travail voudra peut-être prier le Secrétariat d'organiser, pour sa prochaine réunion, des débats techniques sur les bonnes pratiques en matière d'utilisation des techniques d'enquête spéciales dans les affaires de trafic illicite de migrants et sur la création de centres pluri-institutions pour faciliter le partage d'informations sur ce phénomène et assurer la coordination des interventions entre les divers organismes et les centres similaires dans d'autres États parties.

57. Les États parties voudront peut-être examiner le moyen d'établir efficacement l'ordre de priorité des futurs travaux du Groupe de travail et envisager d'inscrire à l'ordre du jour de chacune de ses réunions un point sur le suivi des recommandations adoptées à sa réunion précédente.

58. La Conférence devrait examiner le programme des activités du Groupe de travail pour l'avenir, qui pourrait porter sur l'échange de renseignements, la coopération internationale, la protection et l'assistance et d'autres points pertinents.

III. Organisation de la réunion

A. Ouverture de la réunion

59. La première session du Groupe de travail sur le trafic illicite de migrants s'est tenue à Vienne du 30 mai au 1^{er} juin 2012. Six réunions ont eu lieu.

60. La réunion a été ouverte par Erasmo Lara Cabrera (Mexique), qui a présidé les 1^{re} et 2^e séances du Groupe de travail. Le Président du Groupe de travail, Eugenio Curia (Argentine), a présidé les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e séances. Des déclarations liminaires ont été faites par le Secrétariat au titre des points 2 à 5 de l'ordre du jour.

61. À l'ouverture de la session, des déclarations ont été faites par les représentants d'El Salvador (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de l'Équateur (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) et du Canada. Une déclaration a également été faite par le Secrétariat.

62. Au titre des points 2 à 5 de l'ordre du jour, sous la houlette du Président, le débat a été animé par les participants suivants: Michael J. Surgalla Jr. (États-Unis d'Amérique), Alfis Suhaili (Indonésie), Esteban B. Conejos Jr. (Philippines), Emmanuel Guevara Isla (Mexique) et Scott Hatfield (États-Unis d'Amérique).

63. Des déclarations ont été faites par les représentants des États parties au Protocole relatif aux migrants suivants: France, Philippines, Mexique, Canada, Azerbaïdjan, Australie, États-Unis, Fédération de Russie, Pays-Bas, Belgique, Guatemala, Nouvelle-Zélande, Turquie, Argentine, Tunisie, El Salvador, Algérie, Espagne, Arabie saoudite, Roumanie, Équateur, Nigéria, Portugal, Suisse, Liban, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Chine, Chili et Autriche.

64. Les observateurs du Japon et de la Thaïlande ont fait des déclarations.

65. Le Groupe de travail a également entendu des déclarations de l'observateur de l'Organisation internationale pour les migrations.

B. Adoption de l'ordre du jour

66. À sa 1^{re} séance, le 30 mai 2012, le Groupe de travail a adopté par consensus son ordre du jour provisoire:

1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la réunion;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans les domaines de l'incrimination, des enquêtes et des poursuites en relation avec le trafic de migrants.
3. Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans les domaines de la protection et de l'assistance fournies aux migrants objet d'un trafic illicite.
4. Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans le domaine de la prévention du trafic de migrants.

5. Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans les domaines de la coopération et de la coordination, y compris en matière d'échange de renseignements et autres informations, dans le cadre de la lutte contre le trafic de migrants.
6. Autres questions.
7. Adoption du rapport.

C. Participation

67. Les États parties au Protocole relatif aux migrants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dont les noms suivent étaient représentés à la réunion du Groupe de travail: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Danemark, Égypte, El Salvador, Équateur, Espagne, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Guatemala, Hongrie, Indonésie, Italie, Kenya, Liban, Lituanie, Mexique, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Ukraine et Venezuela (République bolivarienne du).

68. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée à la réunion du Groupe de travail.

69. Les États signataires ci-après étaient représentés par des observateurs: Bolivie (État plurinational de), Japon, Luxembourg, République de Corée, République tchèque, Sri Lanka et Thaïlande.

70. Les États ci-après, qui ne sont ni parties, ni signataires du Protocole relatif aux migrants, étaient représentés par des observateurs: Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Iran (République islamique d'), Malaisie, Maroc, Pakistan, Qatar, Soudan, Yémen et Zimbabwe.

71. La Palestine, entité qui a été invitée à titre permanent par l'Assemblée générale à participer, en qualité d'observateur, aux sessions et travaux de toutes les conférences internationales organisées sous ses auspices, était représentée.

72. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés était représenté par un observateur.

73. L'Organisation internationale pour les migrations, organisation intergouvernementale, était représentée en tant qu'observateur.

74. La liste des participants figure dans le document CTOC/COP/WG.7/2012/INF.1/Rev.2.

D. Documentation

75. La liste des documents dont le Groupe de travail était saisi figure dans l'annexe au présent rapport.

Annexe

Liste des documents dont était saisi le Groupe de travail sur le trafic illicite de migrants

<i>Numéro du document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre ou description</i>
CTOC/COP/WG.7/2012/1	1 b)	Ordre du jour provisoire annoté
CTOC/COP/WG.7/2012/2	2	Difficultés et bonnes pratiques en matière d'incrimination, d'enquêtes et de poursuites relatives au trafic illicite de migrants
CTOC/COP/WG.7/2012/3	3	Difficultés et bonnes pratiques en matière de protection et d'assistance fournies aux migrants objet d'un trafic illicite
CTOC/COP/WG.7/2012/4	4	Difficultés et bonnes pratiques en matière de prévention du trafic illicite de migrants
CTOC/COP/WG.7/2012/5	5	Difficultés et bonnes pratiques dans les domaines de la coopération et de la coordination, y compris en matière d'échange de renseignements et autres informations, dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite des migrants
CTOC/COP/WG.7/2012/CRP.1	5	Conclusions de la Conférence internationale sur le trafic illicite de migrants: Difficultés rencontrées et progrès réalisés dans la mise en œuvre du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, tenue à Mexico du 16 au 18 avril 2012